

LEÏLA SHAHID

Chronique d'une vie dédiée à la Palestine

GRAND ENTRETIEN Soixante ans après la création d'Israël, Leïla Shahid, 59 ans, quarante ans de lutte, raconte au "Courrier de l'Atlas" son histoire, indéfectiblement liée à celle de son engagement pour son pays. Passionnant et émouvant.

Propos recueillis à Bruxelles par Nadia Lamarkbi. Photos : Ccil/Blowup

Lorsque l'on naît palestinien, que l'on est issu d'un peuple arraché à sa terre, exilé, on n'a pas beaucoup de choix. Surtout dans une famille comme la mienne, où déjà mon grand-père maternel et mon grand-oncle étaient, du temps du mandat britannique, très actifs dans la résistance contre le projet de la création d'un Etat juif à la place d'un Etat palestinien. Jamal El Hussein, mon grand-père, était en effet un dirigeant du mouvement national et Musa Alami, mon grand-oncle, un grand humaniste.

Je suis née un an après la *Nakba*, la création de l'Etat d'Israël, en 1948. D'une mère originaire de Jérusalem, qui avait grandi dans un milieu très politique et avait été expulsée vers le Liban en 1935. Son père avait été arrêté par les Britanniques pour ses activités politiques, déporté en Rhodésie et aux Seychelles, là où les Britanniques enfermaient les nationalistes anticolonialistes palestiniens, indiens ou pakistanais. Elle avait assisté à la disparition de la direction nationale palestinienne qui luttait déjà en Palestine et qui avait été entièrement déportée avec son père, puis en 1948, à l'entrée des armées arabes dans la guerre et à leur débâcle. Elle avait aussi vécu l'expulsion des réfugiés palestiniens à partir de mai 1948. Elle a rencontré mon père, originaire de Saint-Jean-d'Acre (Akka), quand il était étudiant à Beyrouth. Mes deux sœurs, Maya, l'aînée, et Zeïna la cadette, et moi sommes nées à Beyrouth. En 1949, lorsque je suis née, ma mère venait de perdre sa propre maison à Jérusalem-Ouest et mon père la sienne, à Akka.

Une enfance dans la tourmente

Toute ma petite enfance a été traumatisée par la disparition de la patrie et de la maison familiale. Je me rappelle ma mère, assise devant le transistor. Elle écoutait des heures durant l'émission de radio *la voix des Arabes*, tous ces appels désespérés com-

me : "Je suis Unetelle, je suis dans le camp de Badaoui, j'appelle toute personne qui connaît ma famille à me dire où je peux trouver ma mère, ma sœur, mes cousins. Si vous avez des informations, appelez la radio." Il y avait des familles palestiniennes disséminées entre le Liban, la Jordanie et la Syrie, qui n'avaient que cette radio égyptienne pour faire passer des messages à leur famille. Ils étaient 780 000 réfugiés, expulsés à partir de mai 1948, soit 85 % de la population palestinienne. La Hagana et l'armée israélienne avaient lancé une politique de nettoyage ethnique de manière à transformer ce pays à majorité arabe, chrétienne et musulmane en pays à majorité juive. Il n'y a pas eu de génocide comme au Rwanda, mais ils ont attaqué les villages, dynamité les maisons et dit aux gens de partir s'ils ne voulaient pas mourir. Les habitants ont pris la route, pensant s'éloigner du champ de bataille et revenir plus tard. Mais il n'y eut plus de lieu où revenir.

J'ai grandi dans une atmosphère qui baignait dans la douleur de cette dépossession de la terre et de la tragédie de l'arrivée des réfugiés. Au Liban, où nous vivions, 200 000 sont arrivés en 1948 (aujourd'hui, ils sont 400 000). Ma mère, déjà installée à Beyrouth, est tout de suite allée les aider. Elle était volontaire dans plusieurs associations. On ne peut pas oublier que l'on est né palestinien.

J'étais une privilégiée parce que mon père était professeur de médecine à l'Université américaine. Nous vivions dans un milieu cosmopolite, mixte, où l'éducation jouait un rôle très important. Nous avions accès aux meilleures écoles et universités. Mais il y avait toujours cette blessure profonde : nous n'avions plus de patrie. Mon père était très fier d'avoir des filles. Il nous a donné confiance en nous. Nous n'avons jamais douté de ce que nous étions capables de faire en tant que femmes. La force intérieure que j'ai découverte en moi, je la dois à mon éducation et à l'amour de mes parents.





Pendant longtemps, j'ai voulu faire médecine comme mon père, chercheur et grand professeur d'hématologie. Sans cette confiance que m'ont transmise mes parents, je n'aurais jamais pu traverser un demi-siècle de tragédie en retombant sur mes pieds.

Le séisme de la guerre des Six-Jours

Je me sens à l'aise aussi bien au Maghreb, au Machrek, qu'en Europe. Je suis de ceux qui portent une importance cruciale à l'éducation, comme la majeure partie des Palestiniens. Dans notre tradition de société paysanne, ce qu'on lègue, c'est la terre. Comme nous ne pouvons plus léguer notre terre, nous l'avons remplacée par les diplômes. Les gens sont prêts à ne pas manger pour permettre à leurs enfants d'aller jusqu'au doctorat. Surtout chez les plus pauvres. Ma mère voulait que j'aie dans une école française et non anglaise ou américaine. Elle était totalement opposée au rôle que jouaient ces Etats en faveur d'Israël. Elle disait: *"Charles de Gaulle étant un résistant, les Français seront plus justes à l'égard de la Palestine que les Anglo-Saxons."* Elle n'a pas eu tort. Pour elle, c'était un acte politique que de scolariser ses enfants dans une école française.

Lorsqu'en 1967, il y a eu la guerre des Six-jours, le 5 juin, j'étais à mille lieux de penser que cela éloignerait encore plus les Palestiniens de leur rêve d'une Palestine indépendante et qu'on allait perdre encore plus de territoires. On avait déjà perdu la moitié du pays en 1948. En 1967, au lieu de récupérer ces territoires, nous avons encore perdu la Cisjordanie, Jérusalem-Est et la bande de Gaza. S'il y avait eu une possibilité que je m'éloigne du travail politique, les événements de 1967 m'ont ramenée droit dedans! Ce fut un séisme, un traumatisme humiliant pour ma génération, pour tous les Arabes, en particulier ceux du Machrek. Le 5 juin, je devais passer le bac et comme la guerre a débuté, on nous a annoncé que l'on ne pouvait pas passer les épreuves. J'ai sauté de joie parce qu'on avait quelques jours supplémentaires pour réviser. On était persuadés qu'on allait gagner cette guerre. Lorsqu'on l'a perdue, j'ai eu honte d'avoir réagi si naïvement.

L'entrée en politique

La première grande manifestation à laquelle j'ai participé a été celle qui a suivi la défaite, lorsque Nasser a proclamé qu'il allait démissionner. Nous sommes descendus dans les rues de Beyrouth, nous étions 300 000, sur 3 millions de Libanais de l'époque, pour dire que nous refusions cette démission. C'est à ce moment-là que j'ai décidé que je ne pouvais pas être un

citoyen lambda, qu'il fallait que j'appartienne à un mouvement politique qui ferait une autocritique, qui trouverait les raisons de cette défaite et qui, surtout, proposerait une alternative aux citoyens palestiniens et arabes. J'ai alors adhéré au Fatah.

Je devais aller étudier en Angleterre, mais j'ai changé d'avis. J'ai préféré rester au Liban et appartenir à cette population concernée par la défaite. Le Fatah était bien implanté à Beyrouth et la gauche libanaise très solidaire. J'ai fait partie de la Fédération des jeunes étudiants du Fatah de l'Université américaine.

Dans les camps, ma Palestine

Le mouvement national palestinien est né en exil. Il a émergé parmi les réfugiés en Jordanie, en Syrie et au Liban. Il s'est étendu aux territoires palestiniens à partir des camps de l'exil. A travers mes activités militantes, j'ai découvert les camps de réfugiés au Liban qui étaient alors au nombre de quinze. Ils n'étaient pas accessibles aux Palestiniens qui habitaient en ville ou aux étrangers de passage. C'était une population très politisée, perçue comme étrangère au pays. Elle était très surveillée par la police et par les renseignements libanais.

La première chose que l'OLP a faite lorsqu'elle a commencé à s'implanter dans la population palestinienne fut de s'infiltrer dans les camps pour les organiser. La pre-

mière Intifada, soulèvement pacifique dans les camps de réfugiés, réclamait le droit à l'autogestion des camps, refusant la présence de la police libanaise ou des renseignements, instaurant des comités populaires pour y organiser la vie politique sociale et culturelle. C'est comme cela que j'ai découvert ma Palestine à moi. J'y ai retrouvé cette Palestine que je connaissais enfant, comme un rêve d'un paradis perdu, et j'ai retrouvé les vraies relations humaines, avec les familles, les femmes.

J'ai alors décidé de faire un travail d'anthropologie sur la structure sociale des camps de réfugiés palestiniens au Liban pour comprendre comment une société en exil continue de porter son identité nationale, sa patrie. Comment recrée-t-on ce que l'on a perdu dans le pays d'origine ? Tout en étant en exil, cela m'a permis

Etudiante et militante à Paris

de l'avoir un contact très fort avec les Palestiniens eux-mêmes. Je ne suis pas particulièrement nationaliste, mais la nécessité de la défense de cette identité nationale m'a poussée à le devenir. Lorsque tu es palestinien et que la menace que tu vis est l'aliénation de ton identité, tu la revendiques encore plus.

Je suis arrivée à Paris en 1974 pour poursuivre mes études d'anthropologie entamées à Beyrouth. J'ai choisi la France parce qu'à l'Université américaine, j'ai très vite senti que je ne trouverais pas au niveau de la théorisation dans l'anthropologie américaine ce que je cherchais comme outils pour comprendre les évolutions de la société palestinienne. De plus, le début d'une guerre civile au Liban entre Palestiniens et Libanais a été très difficile pour moi. Je l'ai très mal vécue parce que je me sentais à la fois appartenir à ces deux peuples. J'ai donc préféré m'éloigner. Je suis venue finir mon doctorat à Paris, à l'Ecole pratique des hautes études. Je m'étais juré de ne pas faire de politique ni d'activisme politique. Mais on n'est pas toujours maître de son destin.

Très vite, j'ai rencontré Ezzedine Kalak, le représentant de l'OLP à Paris qui fut assassiné en 1978. Il voulait à tout prix que je participe au travail militant qu'il menait avec d'autres Palestiniens. Je me suis laissé pren-

dre au piège et j'ai été élue en 1976 présidente de l'Union des étudiants palestiniens à Paris. A l'époque, Paris était une scène très importante dans le militantisme étudiant. J'habitais la cité universitaire, centre du combat pour la reconnaissance de la lutte palestinienne. J'ai abandonné ma thèse pour travailler avec Ezzedine Kalak au bureau de l'OLP, pendant un an.

La rencontre avec le Maghreb

"En 1976, à Paris, j'ai rencontré mon mari, Mohamed Berrada, écrivain marocain, et en 1977, j'ai décidé d'aller m'installer au Maroc, à Rabat, où il était professeur à l'université et président de l'Union des écrivains. Dans ce pays, j'ai trouvé une autre dimension du monde arabe, très différente du Machrek. Fascinant dans sa culture, son histoire. Très complémentaire. Je ne connaissais pas le Maghreb. Le Maroc a été mon sanatorium, le lieu qui a pansé mes blessures. Je souffrais beaucoup de la guerre civile au Liban, et j'arrivais enfin dans un pays où les gens sont à l'aise avec leur histoire, leur identité, parfois même trop. On aimerait qu'ils remettent parfois en cause ce rapport à la tradition et à l'histoire. J'ai commencé par enseigner dans le secondaire, puis j'ai travaillé dans une maison d'édition qui venait d'être fondée par Abdelkebir El Khatibi, brillant sociologue marocain. Nous publions des ouvrages de sciences humaines sur le Maghreb, les femmes, l'histoire, la religion. De 1977 à 1989, je me suis complètement éloignée de la Palestine."

"Je souffrais beaucoup de la guerre civile au Liban. Le Maroc a pansé mes blessures."



"Je ne suis pas particulièrement nationaliste, mais la nécessité de défendre cette identité nationale palestinienne m'a poussée à le devenir."



Leïla Shahid
chez elle, avec
notre journaliste
Nadia Lamarkbi

Mon passage à Paris m'a permis avant tout la découverte du Maghreb... Cela m'a donné le sentiment de compléter une certaine forme de connaissance du monde arabe, avant de repartir vers l'Europe en 1989, lorsque le président Arafat m'a demandé d'être la première femme représentante de l'OLP, d'abord en Irlande, puis aux Pays-Bas. Pendant ces trois années au Pays-Bas, j'ai beaucoup travaillé parce qu'il fallait tout introduire : le monde arabe, notre mode de vie, notre culture... J'ai appris comment faire pour lutter contre la méconnaissance du monde arabe en Europe. Ce qui n'est pas le cas en France parce qu'il y a une longue histoire commune, une sorte de patrie spirituelle.

Représentante de la Palestine

Arafat a commencé à être reconnu en 1974 lorsqu'il est arrivé aux Nations unies à l'invitation de l'Assemblée générale. Il disait : *'Je porte un olivier dans une main et mon Kalachnikov dans l'autre. Et vous allez, vous, membres de la communauté internationale, favoriser la branche d'olivier, la paix ou le combat militaire.'* Il a été ovationné. Les représentants des 150 nations de l'époque s'étaient levés pour l'applaudir. Et la matérialisation de cette reconnaissance a été, en 1974, l'attribution d'un statut d'observateur permanent pour l'OLP dans toutes les instances des Nations unies (Unesco, OMS, BIT, etc.). A la minute où l'OLP a été reconnue, nous avons pu ouvrir des bureaux : le président Giscard d'Estaing, voyant que nous avions pu accéder à ce statut de représentant permanent, a ouvert le bureau de l'OLP à Paris en 1974. A la suite de cela, nous sommes devenus un mouvement de libération nationale incontestable. Oslo, vingt ans plus tard, est venu confirmer cette reconnaissance.

En 1993, le poste de représentant de la Palestine à l'Unesco et à Paris s'est libéré et Yasser Arafat, toujours en Tunisie, m'a demandé de l'occuper. Je suis restée à l'Unesco de 1993 à 1996. Mais, très vite, le travail de représentation nationale est devenu très important et je me suis consacrée à la délégation de la Palestine. C'est à Paris que j'ai passé le plus de temps : douze ans. C'est une histoire d'amour entre les Français et moi. Je me sentais très à l'aise parce que la langue constitue une complicité énorme. Je comprenais tous les référents intellectuels et culturels français. Je me sentais dans un espace libre. C'est vrai que les Français m'ont rendu la pareille et m'ont très bien traitée. Ce furent des années d'espoir pour la Palestine.

Je suis arrivée pratiquement avec les accords secrets d'Oslo. J'ai appris tout de suite

qu'il y avait eu accord et négociations secrètes. Cet aspect a donné beaucoup d'espérances aux Palestiniens et aux Israéliens qui cherchaient à faire la paix, mais aussi aux Français qui se sont beaucoup impliqués, notamment le président Chirac et son équipe. La plupart des conférences pour la reconstruction des territoires ont eu lieu à la Banque Mondiale à Paris. Il y avait beaucoup de mouvements de dirigeants palestiniens et internationaux vers la capitale française. Cela m'a permis de m'impliquer et de travailler dans les relations avec les gouvernements, les parlementaires, les partis politiques et avec les militants. J'en ai tiré un sentiment de grande satisfaction personnelle. A l'époque, je faisais beaucoup d'allers-retours en Palestine parce que le gouvernement israélien cherchait vraiment à faire la paix.

Rabin était un homme de paix, raison pour laquelle ils ont choisi de l'assassiner. L'histoire montrera que ce n'est pas ce meurtrier imbécile qui était le seul coupable. Il y avait dernière lui une OAS israélienne qui voulait éliminer un dirigeant qui avait pris une décision courageuse, celle de changer le rapport

“Yitzhak Rabin était un homme de paix. C'est pour ça qu'ils ont choisi de l'assassiner.”

entre les deux pays et d'impulser la reconnaissance de l'OLP. Je me rappelle encore comment il traitait avec les dirigeants palestiniens. Cela n'a rien à voir avec ce qu'ont fait Sharon et Olmert. C'était une tout autre approche, qui avait ses défauts, mais qui reconnaissait qu'il y avait réellement un interlocuteur en face, qui s'appelait Yasser Arafat.

Malheureusement, nous avons sur ce point reculé. Nous sommes aujourd'hui face à un gouvernement israélien qui n'a pas réellement le désir de faire la paix. Il n'arrive pas à survivre parce qu'il est menacé par l'instabilité politique en Israël. Mais il n'a pas fait le choix de la vision d'avenir avec un partenaire qu'il reconnaît et qu'il traite d'égal à égal. C'est pour cela que le processus ne marche

pas et ne marchera pas tant qu'il n'y aura pas à la tête du gouvernement israélien des dirigeants qui ont assez d'honnêteté et de sens des responsabilités pour dire qu'ils reconnaissent aux Palestiniens le droit d'exister autant qu'eux.

Lorsque je suis arrivée à Paris, le terrain était déjà balisé par mes prédécesseurs. On n'avait pas accueilli El Hâmchari ni même Ezzedine Kalak avec le même enthousiasme. Il y avait déjà vingt ans de travail effectué, qui avaient contribué à tisser des liens dans tous les milieux, chez des artistes comme Godard ou Genet. La parenthèse entre 1993 et 2000 a été presque irréaliste tellement elle a été positive. Toutes les portes m'étaient ouvertes. On m'invitait aux dîners du Crif. Il y avait des débats entre Israéliens et Palestiniens à Paris. Ce fut une période très positive.

Tout a commencé à changer avec l'arrivée de Sharon au pouvoir, en 2001. Il a rejeté Oslo et déclaré la guerre à l'OLP. Cela a eu tout de suite un impact sur les milieux politiques d'Israël en France, qu'ils soient politiques ou communautaires. Premier signe : le Crif ne m'a plus invitée. D'autres mouvements plus progressistes continuaient toutefois à le faire, comme l'Union juive française pour la paix ou encore L'autre voix juive. Mais l'opinion publique en France fluctue aussi par rapport à ce qui se passe sur le plan mondial, notamment les attentats terroristes. Au lieu d'être rationnelle et logique, la réaction aux attaques de Ben Laden se solde par une déclaration de guerre contre tout ce qui représente l'islam. On amalgame tout et il y a une vraie islamophobie ambiante dans

le discours occidental, auquel répond malheureusement un discours judéophobe dans certaines communautés musulmanes qui ont l'impression d'être agressées et qui se défendent. Lorsque l'on commence à voir des images de répression terribles, notamment celle de Mohamed El Doura, cet enfant assassiné sous les yeux de son père à Gaza, cela met le feu aux poudres dans la communauté maghrébine française qui ne sait plus que penser et qui, quelquefois, s'en prend à des communautés juives locales. J'ai essayé à ma manière de remédier à cette situation en allant faire des conférences dans les associations en banlieue, dans les associations de Maghrébins, avec mon ami Michel Warschawski, militant israélien anticolonialiste,

➤ **“Les Français sont les seuls à avoir défié les Israéliens pendant le siège de Ramallah.”**

et Dominique Vidal, historien français et journaliste au *Monde diplomatique*. Nous avons tourné dans une trentaine de villes en France pendant deux ans pour permettre aux jeunes de poser les problèmes de manière ouverte et franche et, par exemple, de comprendre que ce n'est pas du tout un conflit religieux, opposant juifs et musulmans, mais un conflit politique national sur des revendications de droits de l'Homme et non d'appartenance religieuse. Nous avons beaucoup appris en faisant ce travail, il nous a ouvert les yeux sur la richesse des jeunes. Tous les gens qui ont lu le livre (1) paru à la suite de notre expérience ont appris que cette stigmatisation n'est pas fondée.

Un conflit ni ethnique ni religieux

Selon le degré de politisation, il y a plus ou moins de compréhension de la question palestinienne. La presse française, et surtout celle pro-israélienne, disait qu'on est en train *'d'importer le conflit en France'* ou que *'le conflit intoxique la France'*. Je pense que c'est une infantilisation des Maghrébins de France, comme s'ils ne pouvaient qu'être récepteurs un peu débiles et non des citoyens responsables. Ils appartiennent à un monde où l'information circule en direct et ils s'intéressent à la Palestine. Et ce n'est pas parce qu'ils s'y intéressent qu'ils acceptent le point de vue de l'un ou de l'autre. L'injustice les interpelle, les concerne, comme ce qui se passe au Rwanda ou au Congo.

Mais il y a des gens, dans certains milieux pro-israéliens, qui veulent en faire un conflit ethnique et communautaire. Ça les arrange et ils encouragent le communautarisme. Or, c'est une question de droits de l'Homme, non d'ethnie ou de religion. Dire que l'on importe le conflit, c'est dire que l'on peut choisir dans les événements politiques ceux qui sont légitimement discutables et ceux que l'on n'a pas le droit de discuter. On a le droit de tout discuter, et il faut le faire.

C'est pour cela qu'on a créé des espaces d'échange. Dans les relations privilégiées qu'a eues Arafat avec les présidents Chirac et Mitterrand, la France s'est beaucoup rapprochée de la Palestine. Au point que le président Chirac est devenu le Docteur Chirac! Peu de gens connaissent les raisons du titre honorifique octroyé par le président Arafat au président Chirac, mais maintenant que c'est de l'histoire, je peux vous la raconter.

Arafat et le Dr Chirac

“Fin 1996, il y eut un sommet très important à Charm-el-Cheikh après l'assassinat du dirigeant du Hamas, Yehia Ayache, et la série d'attentats de vengeance du Hamas à Jérusalem qui ont fait des dizaines de morts. Tous les grands du monde étaient présents et Yasser Arafat, qui venait d'être élu, était en position très délicate. Le travail, dans ce genre de sommet, se fait en amont. Le président Arafat avait rendez-vous avec le président Chirac dans sa villa. Dans le grand salon, Jacques Chirac a remarqué que, contrairement à son habitude, Yasser Arafat n'était ni jovial ni confiant. Il l'a alors interrogé et a découvert que le président Clinton, avec qui Arafat devait avoir un entretien bilatéral le soir même, venait d'annuler, ce qui était de très mauvais augure pour le sommet du lendemain et pour les résolutions qui en sortiraient. Ni une ni deux, Jacques Chirac s'est levé en disant qu'il revenait tout de suite. Arafat n'a même pas eu le temps de réagir! Dix minutes après, Chirac est revenu en trombe et a annoncé avec un grand sourire que Clinton attendait Arafat dans sa propre villa. Ce dernier lui a sauté au cou en l'embrassant et lui a dit: 'Vous n'êtes pas seulement le président Chirac, vous êtes le Docteur Chirac!'”

Cette anecdote illustre bien l'importance du rôle que la France a joué et peut jouer entre les Américains, les Européens, les Arabes et les Israéliens lorsqu'elle s'implique dans la solution du problème et, surtout, lorsque le courant passe bien entre les chefs d'Etat.

Lorsque le président Arafat est tombé malade en 2004, on m'a appelée pour me demander si la France pouvait l'accueillir. Il avait un problème de plaquettes dans le sang, il était assiégé depuis 2002 dans la Moukattaa. Deux ans qu'il vivait dans des conditions extrêmement difficiles et peu saines. J'allais le voir régulièrement à Ramallah. Les ministres français venaient aussi. Michel Barnier s'y est rendu en juillet 2004, quatre mois avant la mort d'Arafat. Les Français sont les seuls à avoir défié les Israéliens et à continuer à voir Arafat pendant toute la période où il a été assiégé. Le président Arafat ne voulait pas quitter la Moukattaa parce qu'il était persuadé que les Israéliens ne le laisseraient pas revenir. Il a donc essayé de résister et de se soigner sur place, jusqu'au moment où les mé-

decins lui ont dit qu'il avait un problème sanguin grave et qu'il devait aller se faire soigner à l'étranger. Il a accepté d'être évacué par un avion militaire français qui est allé le chercher à Ramallah.

Je suis persuadée que la maladie du président Arafat n'est pas naturelle. Je suis fille de médecin, j'ai parlé aux médecins autour de lui qui l'ont d'ailleurs magnifiquement soigné à l'hôpital Percy de Clamart. Eux-mêmes ne sont pas arrivés à un diagnostic. Son système sanguin s'est totalement effondré. Pourquoi? Personne ne le sait. Il est évident qu'il a été tué par des moyens très sophistiqués, je n'en doute pas une seconde. L'hôpital de Clamart ne pouvait porter d'accusation sans avoir de preuve scientifique et on ne peut avoir de preuve s'il n'y a pas de trace. Cela fait partie de la guerre chimique et bactériologique dans laquelle les Israéliens sont particulièrement avancés.

A sa mort, en 2004, avec l'élection de Mahmoud Abbas à la présidence de l'Autorité, est arrivé un nouveau ministre des Affaires étrangères. Une loi a été votée, limitant le mandat d'un diplomate à quatre ans. On m'a proposé d'aller à Washington, mais j'ai refusé car je pensais que je ne pourrais pas faire mon travail efficacement avec cette administration qui mène la guerre en Irak. On m'a demandé de choisir et j'ai choisi Bruxelles. Je suis une fervente croyante dans le rôle de l'Union euro-





“Je n’ai pas voté pour le Hamas, mais il a gagné les élections. De quel droit devrait-on le priver de son succès électoral?”

“Il est évident que le président Arafat a été tué, je n’en doute pas une seconde.”

péenne dans cette région du monde. Je ne regrette pas parce que ce travail est très important. L’Union européenne est une entité en devenir et son avenir est en Méditerranée, avec nous.

On diabolise Gaza sur la base de la diabolisation de l’islam

Cette année, Israël fête ses 60 ans. C’est aussi l’anniversaire de la *Nakba* palestinienne, la disparition de la Palestine. C’est une année très importante. Le dernier voyage du président Bush révèle la supercherie du discours ambiant. Il a condamné les colonies sauvages, mais les grandes colonies qui menacent la Palestine sont, elles, considérées comme légitimes. Nous sommes, sur le plan du développement interne du mouvement palestinien, dans une situation très grave. Après les terribles événements de 2001, la menace d’Al Qaïda, nous avons été parmi ceux qui ont payé la facture la plus importante, avec les Irakiens, parce que l’on a assimilé la résistance palestinienne au terrorisme. Il faut réaliser que la situation palestinienne est grave. Après quarante et une années d’occupation, il y a une fatigue sociologique, physique, culturelle,

spirituelle. Les gens qui ont résisté et sont restés sur le territoire commencent à désespérer et veulent partir de Gaza, de Cisjordanie ou de Jérusalem-Est. Deux tiers de la population vivent sous le seuil de pauvreté (2 dollars par jour). On ne peut fragmenter, détruire le tissu social d’un pays sans en payer le prix. On a diabolisé Gaza et le Hamas à partir d’une propagande diabolisant l’islam! On a pratiquement délégitimé les habitants de Gaza, on se désintéresse du sort d’un million et demi d’habitants assiégés, considérés comme autant de membres du Hamas, et donc responsables de leur propre malheur. C’est comme cela que le racisme s’installe, en déshumanisant les personnes. Cela précède le fait que l’on puisse leur faire la guerre éternellement.

C’est aux Palestiniens d’établir un dialogue interne. Tout le monde a le droit d’être représenté. C’est impensable de revenir à une situation normale sans inclure le Hamas, qui a été élu. Les Israéliens ont beaucoup joué sur ces divergences. Ils ont tout fait pour monter les uns contre les autres. Premièrement, en ne reconnaissant pas les résultats des élections. Pourquoi le Hamas a-t-il voulu prendre le pouvoir par la force des armes? Je reproche

aux Européens comme aux Américains de les avoir poussés à la faute. Pourquoi faire un coup d’Etat à Gaza, s’il avait été reconnu officiellement, comme il avait le droit de l’être puisqu’il avait gagné les élections? Les Palestiniens ne sont pas voués à s’entretuer.

De quelle démocratie parle-t-on?

Il y a aussi la communauté internationale qui donne des leçons de démocratie et est la première à la violer. Mais de quelle démocratie parle-t-on? Je n’ai pas voté Hamas, mais je reconnais qu’il a gagné. De quel droit devrait-on le priver de son succès électoral alors que le monde entier admet que les élections ont été transparentes et légitimes.

Il est inévitable de revenir au dialogue national et de faire participer le Hamas. Même si je n’aime pas son idéologie, il a le droit d’exister autant que le Fatah. Il a la légitimité des urnes. L’échec des laïques à Oslo a conduit les gens à aller vers les islamistes. Les gens qui ont voté Hamas ont aussi voulu punir le Fatah. Tous ne voteraient plus pour ce parti aujourd’hui. Ils se sont retrouvés face à un Hamas qui n’a pas les moyens de gérer la Palestine. Pour cela, il faut refaire un gouvernement de coalition nationale. L’image du Fatah a beaucoup été entachée par la corruption plus politique que financière. Ses dirigeants ont fait du clientélisme et du népotisme. Ils ont fait beaucoup de tort à leur parti. Les gens n’ont pas accepté sa manière de gouverner. Le Hamas ne se comporte pas de façon brillante non plus et ne respecte pas la démocratie à Gaza. Les Palestiniens ont besoin d’un débat politique où tous les partis doivent faire leur autocritique et repartir sur la base d’un nouveau ‘contrat social’. Il en va de l’avenir de la cause palestinienne.

En me promenant à Bruxelles, je ne peux pas oublier que, dans la même commune d’Ixelles, à quelques mètres d’ici, a été assassiné en 1982 Naïm Kader, représentant de l’OLP en Belgique. C’était un homme qui n’avait jamais tenu une arme, qui s’était préparé à devenir théologien, qui avait dédié sa vie à la défense de sa cause. Les gens d’ici ne comprennent pas notre cause, ils pensent que la Palestine était une ‘terre sans peuple’. Je ne peux pas oublier que je suis une personne de plus sur la liste des gens qui ont donné leur vie à la défense de la cause palestinienne. Mais tant de travail reste à faire. ■ nlambarki@dmpresse.com

(t) Leïla Shahid, Michel Warschawski et Dominique Vidal, *Les banlieues, le Proche-Orient et nous*, éd. de l’Atelier, 2006.